

Commission : Conseil de l'Arctique et la Méditerranée

Problématique : Des espaces maritimes partagés : "Comment concilier l'accès et la sécurité européenne avec la coopération entre l'UE et ses partenaires les plus proches ?"

Auteur : Chine

La Chine (République Populaire de Chine) est gouvernée par Xi Jinping depuis 2013 comme président du parti communiste chinois. Avec un des plus grands budgets militaires au monde, une forte croissance économique, et une population massive de 1,4 milliards d'habitants, le pays se hisse en tant que puissance mondiale. Ainsi, dans le Conseil de l'Arctique et de la Méditerranée, il est indéniable que la Chine occupe une place majeure en tant que membre observateur permanent du Conseil de l'Arctique et partenaire commercial majeur de l'Europe au niveau de la Méditerranée. Lors du Conseil de l'Arctique et de la Méditerranée, nous verrons en quoi les espaces maritimes partagés sont un enjeu crucial pour concilier l'accès et la sécurité européenne par la coopération entre l'UE et ses partenaires les plus proches.

Pour la Chine, cette problématique soulève plusieurs enjeux importants. Premièrement, au niveau de la région Arctique, la question de la répartition du partage des espaces maritimes se pose, puisque les frontières y sont établies, mais de façon inégale. De plus, les voies commerciales en Arctique ainsi que l'exploitation potentielle de matières premières sont des thèmes à aborder pour le gouvernement chinois. Deuxièmement, à l'échelle de la Méditerranée, le commerce et les voies maritimes sont des problématiques cruciales pour la Chine. Néanmoins, la sécurité maritime européenne ne se situe pas au cœur des préoccupations de Pékin.

Pendant une trentaine d'années, le gouvernement chinois ne reconnaît ni ne nie les droits souverains revendiqués par les États arctiques fondés sur la *Convention des Nations unies sur le Droit de la Mer* (CNUDM, 1982, entrée en vigueur en 1994), laquelle institue les zones économiques exclusives (ZEE) de chaque pays. Ce n'est qu'en mai 2013, à la suite de l'admission de la Chine comme observateur permanent au Conseil de l'Arctique, que Pékin a présenté sa position par rapport à l'Arctique, lorsque Hong Lei, porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, a affirmé que « la Chine reconnaît la souveraineté, les droits souverains et la juridiction des pays arctiques dans la région arctique » (*Ministry of Foreign Affairs*, 2013). Néanmoins, selon le gouvernement chinois, la communauté internationale doit respecter les recommandations de la CNUDM, bien que, soulignent quelques-uns, certaines zones revendiquées par les pays avoisinant l'Arctique semblent plutôt relever de la juridiction internationale et devraient demeurer ainsi ouvertes à tous.

Malgré tout, aujourd'hui, le pays convoite l'Arctique pour bénéficier du passage maritime du Nord qui se développe avec la fonte des glaces. Cette voie navigable présente de nombreux avantages : plus rapide, plus rentable, et bien moins vulnérable que d'autres régions aux actes de piraterie. C'est pourquoi, l'Arctique fait l'objet d'intenses investissements chinois, notamment dans la sphère des hydrocarbures. Ainsi, une alliance avec la Russie est particulièrement intéressante, et se matérialise par des programmes de recherches scientifiques qui ont pour but de perfectionner la technologie déployée dans la région pour exploiter les hydrocarbures. La Russie faisant face à de grandes sanctions économiques de la part de l'Europe, la Chine devient un allié de choix dont elle a besoin. Trois compagnies chinoises fournissent les capitaux nécessaires à ces recherches scientifiques: la *China National Offshore Oil Corporation*, la *China Petroleum & Chemical Corporation Limited* et la *China National Petroleum Corporation (CNPC)*. Cette dernière a assuré 30% du financement de l'usine de production de gaz naturel liquéfié sur la péninsule sibérienne de Yamal, mise en service en 2017 par la compagnie énergétique russe Novatec.

En parallèle aux activités scientifiques chinoises, le gouvernement chinois a aussi développé de nombreux partenariats politiques et économiques avec les pays arctiques, notamment avec le Danemark, l'Islande, la Suède et la Finlande. Ainsi, en Islande, depuis la crise financière qui a frappé l'île en 2008, profitant des préoccupations financières d'un gouvernement aux abois, la Chine occupe une place importante dans la vie économique du pays (en 2011, le commerce entre l'Islande et la Chine a atteint le chiffre record de 151 millions de dollars. La Chine exporte en Islande des vêtements, chaussures et produits textiles, et l'Islande approvisionne le marché chinois en poisson). L'aide financière de Pékin est jugée inestimable par le président actuel de l'Islande, Ólafur Ragnar Grímsson, qui a visité la Chine cinq fois depuis 2007 et qui y fait la promotion de l'Islande en tant que centre logistique potentiel en Arctique.

Par ailleurs, l'Arctique est également un enjeu militaire de taille pour la Chine. En effet, l'Arctique correspond à son ambition d'occuper militairement les espaces stratégiques du globe tel qu'à Djibouti et au Yémen.

Quant à la Méditerranée, ce territoire aussi semble intéressant à la Chine. En effet, cette mer est le carrefour entre deux mondes pour la Chine. En conséquence, la Chine finance de nombreuses infrastructures en Afrique, notamment en Afrique du Nord, et dans des pays européens comme la Grèce. Notre pays a une volonté de participer à la défense des intérêts des pays les plus pauvres grâce à notre influence croissante dans la communauté internationale. Nous distribuons ainsi annulation de dettes, prêts à taux préférentiels, dons humanitaires, et assistance à l'éducation et à la formation. D'une manière générale, les enjeux chinois dans l'espace méditerranéen repose sur deux axes principaux : la pénétration des marchés de l'Union Européenne et le positionnement sur les ressources en hydrocarbures de certains pays de la région.

De fait, notre objectif est de diversifier un maximum nos sources d'hydrocarbure : des groupes publics chinois ont investi dans le développement de certains gisements, tel qu'avec Zarzaitine pour 525 millions de dollars, et dans la construction de raffineries tel que l'ont fait Sinopec et CNPC.

D'autre part, nous souhaitons avoir une place dans le marché européen, c'est pourquoi nous gagnons en présence à travers plusieurs groupes publics et privés dans des secteurs économiques variés (télécommunications, trading, exploitation de matières premières,...). Nombre de ces entreprises se sont installées sur les rives méridionales et orientales de la Méditerranée avec pour principal objectif les marchés africains et européens, voire américains (dans le cas du Maroc), à travers des accords bilatéraux ou multilatéraux de libre-échange. Alors qu'en 2000, l'Union Européenne représentait encore 72 % (18,04 milliards \$) des échanges commerciaux de la Chine avec les pays du pourtour méditerranéen, cette part n'était plus que de 54 % (99 milliards \$) en 2008. Malgré tout, la Chine fait face à une législation encore insuffisamment favorable aux investisseurs étrangers dans certains pays comme l'Algérie ou la Lybie, et dispose en Méditerranée d'une main d'œuvre moins productive qu'en Chine, bien que nombreuse. Ainsi, la Chine souhaiterait plus d'accords de libre-échange avec les pays du pourtour méditerranéen plus favorables à des échanges équitables. Cette volonté se manifeste au travers de son projet des Routes de la Soie, qui lui a notamment permis d'investir dans le port de Piraeus en Grèce pour solidifier les échanges commerciaux entre Europe et Chine.

Sur le plan du militaire, la Chine souhaiterait développer des relations plus étroites avec les pays du pourtour méditerranéen, car souvent ces relations se limitent à des échanges de visites.

Pour conclure, la Chine a une volonté de coopération avec l'Union Européenne afin de multiplier les accords commerciaux favorables à l'extension de l'influence chinoise en Europe. En Arctique, la Chine souhaite former des alliances pour mieux exploiter les ressources disponibles. De manière générale, ce Conseil permettrait à la Chine d'étendre son influence sur la scène internationale et en particulier sur le marché européen. Ainsi, l'enjeu des matières premières et des accords de libre-échange est crucial pour Pékin. Elle voit l'Europe comme un consommateur qui lui permettrait d'augmenter son profit, ainsi que comme un partenaire commercial. À l'avenir, la Chine souhaite faire émerger une puissance eurasiatique coopérative.